

**Annexe à la délibération n° 05-2026 :**  
**Modalités d'élection d'une Commission d'Appel d'Offres à caractère permanent**

Pour mémoire, il est rappelé que la commission d'appel d'offres (CAO) est compétente pour l'attribution des marchés publics supérieurs aux seuils européens de procédure.

Les procédures de passation de marchés publics varient en fonction de leur objet :

- Marché de travaux : réalisation d'ouvrages, de travaux du bâtiment et de génie civil (ponts, routes, ports, barrages, infrastructures urbaines, etc.)
- Marché de fournitures : achat ou location de matériels, de mobilier ou de produits
- Marché de services : services matériels (comme l'entretien des locaux par exemple) ou immatériels (conseil juridique, projet informatique, etc.).

La procédure change aussi en fonction de la valeur estimée du marché :

Si la valeur estimée du marché est inférieure aux seuils de procédure formalisée, l'acheteur peut recourir à une procédure adaptée dont il détermine librement les modalités : marché à procédure adaptée ou Mapa. Au-delà, il doit respecter une procédure formalisée.

A titre uniquement indicatif, les seuils en vigueur en janvier 2026 sont les suivants :

- Marchés de travaux : à partir de 5 404 000 € HT.
- Marchés de Fournitures et Services : 216 000 € HT

Considérant l'ordonnances n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 puis le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 qui ont réformé les marchés publics et notamment la Commission d'Appel d'Offres (CAO) à compter du 1er avril 2019,

Considérant qu'à compter de cette date et conformément aux dispositions des articles L1414-1 et L1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, doit être mise en place une CAO dont la composition est celle de la commission prévue à l'article L1411-5 II du Code Général des Collectivités Territoriales, c'est-à-dire de la commission réunie dans le cadre des procédures d'attribution d'une délégation de service public.

Considérant les dispositions de l'Article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que pour un établissement public, la commission est composée de l'autorité habilitée à signer la Convention de Délégation de Service Public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Considérant qu'il est procédé selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le comptable du Syndicat Mixte et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent siéger également à la commission avec voix consultative sur invitation du Président, et que peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité désignés par le Président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la Consultation,

Le comptable du Syndicat Mixte et un représentant du ministre chargé de la concurrence siègent également à la Commission avec voix consultative ainsi qu'un ou plusieurs agents de la structure désignés par le Président de la Commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

Les membres titulaires et suppléants de la Commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Par ailleurs les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En outre, le Conseil Syndical peut prévoir à l'unanimité de procéder à l'élection des membres par un vote « à main levée » sous réserve que cette modalité soit expressément prévue.

Avant de procéder à la constitution de la Commission par élection de ses membres il convient, conformément à l'Article D1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales de fixer les conditions de dépôt des listes.

Dans la mesure où le Conseil Syndical délibère librement sur les modalités de dépôt des listes et dans la mesure où les délais de procédure l'exigent, il est proposé à l'assemblée délibérante de permettre le dépôt des listes lors d'une suspension de séance intervenant juste avant le vote de la présente.

En conséquence, le Conseil Syndical est appelé à délibérer sur les conditions de dépôt des listes et sur les modalités de ce vote.